



Conseil économique et social

Distr. générale
17 décembre 2015
Français
Original : anglais

Commission de la condition de la femme

Soixantième session

14-24 mars 2016

Point 3 de l'ordre du jour provisoire*

**Suite donnée à la quatrième Conférence mondiale
sur les femmes et à la vingt-troisième session
extraordinaire de l'Assemblée générale intitulée
« Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes,
développement et paix pour le XXI^e siècle »**

Aspects normatifs de l'activité de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes

Rapport de la Secrétaire générale adjointe et Directrice exécutive de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes

Résumé

Le présent rapport offre un aperçu des aspects normatifs de l'activité de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et de sa contribution à la promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes dans plusieurs processus intergouvernementaux. Il fournit également des informations sur la façon dont l'Entité a contribué à ce qu'il soit donné suite aux orientations générales de la Commission de la condition de la femme.



I. Introduction

1. Le présent rapport, demandé par l'Assemblée générale dans sa résolution 64/289, offre un aperçu de l'activité menée pour mettre en œuvre le mandat normatif de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) en vue d'appuyer l'élaboration d'un ensemble complet de normes et de politiques sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes.

2. Du fait de la convergence des principaux processus intergouvernementaux en 2015 et des possibilités uniques que ceux-ci ont présentées pour renforcer et approfondir encore le cadre normatif en faveur de l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, ONU-Femmes a largement élargi son engagement avec les États Membres et les autres parties prenantes en vue d'intégrer les questions d'égalité des sexes aux réalisations normatives (E/AC.51/2015/9). Il a consolidé des partenariats stratégiques avec les parties concernées, fourni des compétences techniques et une analyse des politiques, renforcé la base de connaissances relative à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes et intégré les bonnes pratiques et les enseignements tirés des expériences régionales et nationales à son appui normatif. Au moyen de ses activités opérationnelles et de programme, ONU-Femmes a œuvré avec les gouvernements, y compris les ministères pour l'égalité des sexes et les autres ministères compétents, les parlements et la société civile aux fins de la mise en œuvre au niveau national des directives mondiales de politique générale. L'Entité a tiré parti du système des Nations Unies pour intégrer le souci de l'égalité des sexes dans ses domaines de travail et l'a mobilisé aux fins d'une collaboration articulée autour de processus normatifs clefs.

3. ONU-Femmes a joué un rôle dans le placement de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes et des filles au centre des documents issus des travaux des organes intergouvernementaux, notamment le Programme d'action d'Addis-Abeba issu de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement (voir annexe de la résolution 69/313 de l'Assemblée générale), le document final du Sommet des Nations Unies consacré à l'adoption du programme de développement pour l'après-2015, intitulé « Transformer notre monde : le Programme de développement durable à l'horizon 2030 » (voir résolution 70/1 de l'Assemblée générale), et l'Accord de Paris, document final de la vingt et unième session de la Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques ((FCCC/CP/2015/L.9, annexe).

4. ONU-Femmes a continué de fournir un appui technique à la Commission de la condition de la femme là où elle a conduit l'examen et l'évaluation après 20 ans de la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing, aux niveaux mondial, national et régional. Elle a également fourni un appui à l'Assemblée générale, au Conseil de sécurité et au Conseil économique et social afin d'appeler une attention accrue sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles dans leurs résolutions et décisions.

II. Renforcement des travaux normatifs relatifs à l'égalité des sexes

5. La présente section fait le point sur l'évolution des normes relatives à l'égalité des sexes et l'appui apporté par ONU-Femmes pour faire renforcer ces normes à la Commission de la condition de la femme, à l'Assemblée générale, au Conseil de sécurité et au Conseil économique et social.

A. Commission de la condition de la femme

6. ONU-Femmes, qui au titre de son mandat fournit un appui fonctionnel à la Commission de la condition de la femme, a continué de prêter son concours dans tous les aspects des travaux que celle-ci mène en sa qualité de principal organe décisionnel mondial chargé de définir des normes internationales et d'élaborer des politiques afin de promouvoir l'égalité des sexes, l'autonomisation des femmes et leurs droits fondamentaux.

7. À sa cinquante-neuvième session, la Commission a entrepris un examen et une évaluation après 20 ans de la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing et des textes issus de la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale. La session a marqué l'aboutissement d'un processus de deux ans, au cours duquel ONU-Femmes a joué un rôle essentiel dans la fourniture d'un appui à de nombreux États Membres aux fins de la présentation de 167 examens nationaux, un nombre record. Les cinq commissions régionales, en collaboration avec ONU-Femmes, ont tenu des réunions intergouvernementales dont les résultats ont contribué aux priorités régionales de la cinquante-neuvième session de la Commission. Sur la base des examens nationaux et régionaux, ONU-Femmes a analysé les progrès accomplis, les lacunes, les problèmes et les priorités aux fins de l'accélération de l'application du Programme d'action dans le cadre du programme de développement pour l'après-2015, ce qui a servi de base à la discussion par la Commission (voir E/CN.6/2015/3).

8. La cinquante-neuvième session a servi à mobiliser l'engagement politique et a donné une impulsion forte à la mise en œuvre accélérée du Programme d'action de Beijing, au moyen du dialogue et du partage des données d'expérience et des enseignements tirés, y compris de tables rondes et de réunions-débats au niveau ministériel. Dans la déclaration politique publiée à l'occasion du vingtième anniversaire de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, la Commission a accueilli avec satisfaction les progrès accomplis, mais a également constaté avec préoccupation que les progrès avaient été lents et inégaux et qu'aucun pays n'était parvenu à instaurer l'égalité totale entre les sexes ni à autonomiser pleinement toutes les femmes et les filles.

9. Dans la Déclaration politique, les gouvernements ont affirmé leur engagement solide en faveur de l'application intégrale, efficace et accélérée de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing. Les ministres et représentants de gouvernements se sont engagés à prendre de nouvelles mesures particulières autour des six axes suivants : a) renforcer la mise en œuvre des lois, politiques, stratégies et activités de programme; b) renforcer l'appui fourni aux mécanismes institutionnels chargés de favoriser l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles; c) faire évoluer les normes discriminatoires et les stéréotypes sexistes; d) accroître

sensiblement les investissements afin de remédier au manque de ressources, notamment en cherchant à mobiliser des ressources auprès de toutes les sources possibles; e) mieux faire appliquer le principe de responsabilité s'agissant de la tenue des engagements existants; f) améliorer les dispositifs de renforcement des capacités, de collecte de données, de suivi et d'évaluation, ainsi que l'accès aux technologies de l'information et des communications (TIC) et l'utilisation qui en est faite.

10. Il est important de noter que la déclaration politique a souligné que l'application intégrale et effective de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing est indispensable pour réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement qui n'ont pas été atteints et pour s'attaquer aux principales difficultés qui restent à surmonter dans le cadre du programme de développement pour l'après-2015. À cette fin, les États Membres sont convenus de saisir toutes les occasions qui se présenteraient, en 2015 et au-delà, pour réaliser et accélérer l'application intégrale et effective du Programme d'action afin d'obtenir des résultats à chaque cycle d'examen quinquennal et de faire tout leur possible en vue de la pleine réalisation de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes d'ici à 2030. ONU-Femmes et le reste du système des Nations Unies ont été chargés de continuer à apporter un appui à cet effort.

11. La Commission a amélioré ses méthodes de travail et a en conséquence affirmé sa contribution à la suite donnée au Programme de développement durable à l'horizon 2030 de manière à accélérer la réalisation de l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (voir résolution 2015/6 du Conseil économique et social). Elle a ajouté un débat ministériel à ses sessions annuelles et a considérablement renforcé l'étude du thème de l'examen, notamment au moyen de la présentation par les États Membres des enseignements tirés de la mise en œuvre des conclusions concertées d'une session précédente, et des problèmes rencontrés et des meilleures pratiques qui se sont dégagées.

12. À l'occasion du vingtième anniversaire du Programme d'action de Beijing et parallèlement au Programme de développement durable à l'horizon 2030, ONU-Femmes a lancé une campagne mondiale de sensibilisation intitulée « Parité 2030 : avancer plus vite vers l'égalité des sexes » pour faire en sorte que des engagements soient pris tant au plus haut niveau politique que parmi le grand public.

B. Assemblée générale

13. ONU-Femmes a contribué aux travaux de l'Assemblée générale en effectuant des recherches, en analysant les mesures prises, en formulant des recommandations qui ont été intégrées aux rapports du Secrétaire général et en mettant à la disposition des États Membres ses compétences spécialisées d'ordre technique et fonctionnel. Ces contributions ont permis aux États Membres de continuer à prendre des mesures en faveur de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes et des filles aux niveaux mondial, régional et national.

14. ONU-Femmes a élaboré trois rapports que le Secrétaire général avait été prié de présenter à la Troisième Commission sur les questions suivantes : l'amélioration de la condition de la femme en milieu rural (A/70/204), qui a souligné le rôle des femmes rurales en tant qu'agents du changement et les importantes contributions qu'elles pourraient apporter à l'économie aux niveaux local et national, la violence

à l'égard des travailleuses migrantes (A/70/205), qui a appelé l'attention sur les itinéraires de plus en plus dangereux empruntés par les migrantes et l'accroissement qui en résulte de leur vulnérabilité à la violence et à l'exploitation, et les mesures prises et les progrès réalisés dans le cadre du suivi et de la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing et des textes issus de la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale (A/70/180), qui présentait une analyse du niveau d'intégration de la problématique hommes-femmes dans certains processus intergouvernementaux.

15. L'Entité a également élaboré le rapport du Secrétaire général sur la participation des femmes au développement (A/70/256) présenté à la Deuxième Commission, dans lequel il a appelé à prendre des mesures supplémentaires en vue en vue de poursuivre l'élimination des obstacles à l'entrée des femmes sur le marché du travail, concernant notamment la formation professionnelle, les politiques actives du marché du travail, le provisionnement adéquat de la protection sociale, les garanties relatives aux droits de négociation collective des travailleurs et au respect des normes concernant le lieu de travail, et l'accès des femmes aux moyens de production.

16. ONU-Femmes a été invitée par le Bureau de la Deuxième Commission à organiser une manifestation spéciale sur le thème « Transformer les économies, concrétiser les droits : un agenda politique en vue de réaliser l'égalité de fait pour les femmes et d'instaurer un développement durable ». Le rapport phare d'ONU-Femmes intitulé *Le progrès des femmes dans le monde 2015-2016. Transformer les économies, Réaliser les droits* a servi de base à la discussion. La manifestation, sous la forme d'une table ronde présidée par le Président de la Deuxième Commission, a compris des présentations par des représentants du système des Nations Unies et des universitaires qui ont déclaré que les politiques sociales sont des investissements importants dans les capacités humaines pour le développement économique et ont traité des liens existant entre l'accès à la terre et l'énergie et la sécurité alimentaire et l'inégalité, et de la nécessité d'effectuer des investissements dans l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes en mobilisant notamment les ressources nationales et l'aide publique au développement. Les points clefs qui se sont dégagés de la discussion qui s'est tenue sont que la pleine réalisation des droits fondamentaux des femmes est un préalable au développement durable; que les lois et règlements nationaux jouent un rôle essentiel dans la préservation des droits économiques et sociaux des femmes, en particulier s'agissant de l'utilisation et de la propriété de terres et de l'héritage; qu'un environnement économique favorable est important pour réduire les inégalités entre les hommes et les femmes; qu'il est nécessaire que les politiques soient appuyées par des mécanismes financiers, notamment une budgétisation tenant compte de la problématique hommes-femmes.

17. ONU-Femmes a encore étendu son appui technique aux États Membres en vue de renforcer les perspectives du point de vue de l'égalité des sexes dans les résolutions de l'Assemblée générale. L'Entité a mis l'accent sur les résolutions correspondant à des points de l'ordre du jour renvoyés à la Deuxième et à la Troisième Commission qui n'avaient par le passé aucun contenu ou qu'un contenu limité ayant trait à l'égalité des sexes, selon l'analyse présentée dans le rapport du Secrétaire général sur les mesures prises et les progrès réalisés dans le cadre du suivi et de la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing et des textes issus de la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale (A/70/180).

18. Parallèlement au Sommet des Nations Unies consacré à l'adoption du programme de développement pour l'après-2015, ONU-Femmes a organisé plusieurs manifestations de haut niveau en vue de montrer les liens existant entre l'application intégrale, efficace et accélérée de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing et le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et a contribué à d'autres manifestations parallèles organisées par des partenaires.

19. Plus précisément, la Secrétaire générale adjointe et Directrice exécutive d'ONU-Femmes a convoqué une réunion des leaders d'opinion de la société civile le 24 septembre 2015 pour discuter des priorités en vue de réaliser l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles d'ici à 2030, dans le contexte de l'application accélérée du Programme d'action et du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Les leaders d'opinion de la société civile ont recensé plusieurs domaines indiqués ci-après, auxquels il convenait d'accorder une attention particulière : l'élimination des lois qui sont discriminatoires à l'encontre des femmes et des filles, le changement des normes sociales afin de rendre inacceptable la violence contre les femmes et les filles, l'attribution d'un rang de priorité élevé aux droits en matière de sexualité et de procréation, l'amélioration de la collecte de données ventilées par sexe, la transformation des modèles économiques en vue de garantir aux femmes un travail décent, notamment au moyen de la prise en compte, de la réduction et de la redistribution de la prestation de soins non rémunérés et la nécessité de mobiliser des ressources suffisantes pour réaliser l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles. Les leaders d'opinion de la société civile se sont déclarés préoccupés par la diminution de l'espace démocratique dont bénéficient nombre d'organisations de la société civile dans le monde entier.

20. La Secrétaire générale adjointe et Directrice exécutive a convoqué un forum des dirigeants d'entreprise et d'organismes philanthropiques le 26 septembre 2015, en collaboration avec le groupe Alibaba et la Fondation Bill et Melinda Gates. Le forum, qui avait pour objet de mobiliser des engagements financiers du secteur privé et des milieux philanthropiques en faveur de la réalisation de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes et des filles, a abouti à des annonces de contribution et des contributions visant à financer des initiatives en faveur de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes.

21. La manifestation intitulée « Réunion de mobilisation des dirigeants du monde en faveur de l'égalité des sexes et de l'autonomisation de la femme », organisée conjointement par ONU-Femmes et la Chine, qui s'est tenue le 27 septembre 2015 à New York, a été l'aboutissement d'une campagne mondiale de 18 mois visant à célébrer le vingtième anniversaire de la Quatrième Conférence mondiale sur les femmes. Au total, 140 pays ont participé à la manifestation, y compris 64 chefs d'État et de gouvernement, 8 vice-présidents ou vice-premiers ministres et les dirigeants de 4 organisations régionales, qui ont tous pris des engagements. Quatre représentants de la société civile, dont le Secrétaire général de la Quatrième Conférence mondiale sur les femmes et un représentant de la jeunesse ont appelé les gouvernements à agir. Un représentant du secteur privé et un philanthrope se sont engagés à fournir leur appui à la réalisation de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes.

22. La réunion a représenté une étape historique, car jamais auparavant des chefs d'État et de gouvernement ne s'étaient réunis pour prendre des engagements précis en faveur de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes dans l'ensemble

des domaines critiques définis dans le Programme d'action de Beijing. Les dirigeants se sont engagés à mettre fin à toutes les formes de violence contre les femmes, à accroître l'autonomisation économique des femmes, à améliorer la représentation des femmes aux postes de direction et leur participation à la prise de décision à tous les niveaux, y compris dans les domaines de la paix et de la sécurité, à améliorer l'accès des filles et des femmes à une éducation de qualité et leur taux d'achèvement, à intégrer l'égalité des sexes aux processus de planification et de budgétisation, à traiter des facteurs de discrimination qui, à étendre l'appui aux femmes et aux filles se trouvant dans des situations de vulnérabilité et à associer les hommes et les garçons à la réalisation de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes. ONU-Femmes est en contact avec les gouvernements et les autres parties prenantes en vue de faire appliquer les engagements pris lors de la réunion et continue d'encourager les États à faire des annonces de contributions, nouvelles ou supplémentaires.

C. Conseil de sécurité

23. Le Conseil de sécurité a convoqué une réunion d'examen de haut niveau et un débat public en octobre en vue de célébrer le quinzième anniversaire de l'adoption de la résolution 1325 (2000) sur les femmes et la paix et la sécurité. Le débat a compté un nombre record d'orateurs pour une réunion du Conseil, ce qui témoigne de l'attention croissante que les États Membres accordent à ces questions.

24. ONU-Femmes, comme suite à la demande du Secrétaire général et à la résolution 2122 (2013) du Conseil de sécurité, a servi de secrétariat pour la réalisation d'une étude mondiale indépendante sur l'application de la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité, dont l'auteur principal était Radhika Coomaraswamy, une ancienne Représentante spéciale du Secrétaire général. Les principales conclusions et recommandations de l'étude ont été présentées dans le dernier rapport du Secrétaire général sur les femmes et la paix et la sécurité (S/2015/716), qui à son tour a inspiré le débat de haut niveau du Conseil et ses résultats. L'étude était le fruit de consultations étendues à l'échelle mondiale, un examen des travaux existants et de nouvelles recherches. Ses principales conclusions et son message central sont que l'ensemble des données disponibles sur les effets positifs de la participation des femmes à une paix durable est aujourd'hui incontestable et qu'il convient de tourner son attention sur les moyens de surmonter les obstacles auxquels se heurte leur inclusion complète et effective.

25. La résolution 2242 (2015) du Conseil de sécurité est la huitième résolution adoptée sur les femmes et la paix et la sécurité. Dans la résolution, le Conseil a indiqué la nécessité de faire face à la situation en matière de manques de financement, de volonté politique et d'obstacles liés aux institutions et aux attitudes afin d'assurer la pleine application du programme. Le Conseil a également appelé à tenir compte des considérations liées à la problématique hommes-femmes dans les cadres stratégiques relatifs à l'action humanitaire et demandé aux États Membres de tenir compte des priorités concernant les femmes et la paix et la sécurité lors du Sommet mondial sur l'action humanitaire en 2016. La résolution met l'accent sur deux domaines d'intervention clefs, l'application plus effective et plus uniforme par le Conseil des engagements qu'il a pris lui-même concernant les femmes et la paix et la sécurité et la reconnaissance de l'évolution de la situation en matière de paix et de sécurité, y compris les effets du changement climatique et le caractère mondial

des pandémies, le nombre croissant des réfugiés et des personnes déplacées, l'aggravation de l'extrémisme violent et la nécessité de tenir compte de la question des femmes et de la paix et de la sécurité dans le cadre des efforts déployés par tous les acteurs concernés afin de prévenir et d'éliminer ces menaces.

26. S'agissant de ses méthodes de travail et de ses procédures, le Conseil de sécurité, dans sa résolution 2242 (2015), a exprimé son intention de créer un groupe informel d'experts chargé de la question des femmes et de la paix et de la sécurité en vue de faire en sorte que des informations de qualité sur l'analyse des disparités entre les sexes en période de conflit soient fournies de façon périodique et en temps voulu au Conseil dans des situations relatives à des thèmes particuliers ou à tel ou tel pays. Le Conseil a également exhorté l'ONU à redoubler d'efforts pour intégrer les besoins des femmes dans ses activités et a encouragé les fonctionnaires chargés de la mise en œuvre des priorités concernant la question des femmes et de la paix et de la sécurité à forger au sein de l'ONU des relations de travail plus étroites, s'agissant notamment d'ONU-Femmes. De plus, le Conseil a reconnu le rôle des organisations de la société civile et a fait part de son intention de les inviter à lui présenter des exposés plus régulièrement, notamment sur la situation propre à tel ou tel pays. Enfin, le Conseil a traité des répercussions que l'extrémisme violent a sur les femmes et les filles et appelé à mieux intégrer la lutte contre le terrorisme et la question des femmes et de la paix et de la sécurité, à tenir des consultations avec les femmes et les organisations de femmes et à mener des travaux de recherche axés sur la problématique hommes-femmes et à collecter des données relatives aux facteurs de radicalisation parmi les femmes, et sur les incidences des stratégies de lutte contre le terrorisme sur les droits fondamentaux des femmes et sur les organisations de femmes. À ce propos, le Conseil a prié les États Membres et les organismes compétents des Nations Unies, tels que le Comité contre le terrorisme du Conseil de sécurité, de travailler en coordination avec ONU-Femmes.

27. Parallèlement aux préparatifs de l'examen de haut niveau, ONU-Femmes a continué d'apporter un appui technique aux membres du Conseil de sécurité sur leur demande, de tenir des réunions d'information techniques sur les femmes et la paix et la sécurité à l'intention des nouveaux membres du Conseil, a contribué activement aux travaux du Groupe d'experts informel sur la protection des civils et a prêté son appui à la participation directe des femmes représentantes de la société civile aux travaux du Conseil.

D. Conseil économique et social

28. ONU-Femmes a établi le rapport du Secrétaire général sur la transversalisation de la problématique hommes-femmes dans l'ensemble des politiques et programmes du système des Nations Unies (E/2015/58), l'accent étant mis en particulier sur les progrès réalisés dans l'application à l'échelle du système du principe de responsabilité en matière d'égalité des sexes et d'autonomisation des femmes sur les plans mondial et national par l'intermédiaire du Plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. ONU-Femmes continue de conduire et d'appuyer l'application du Plan d'action à l'échelle de l'ensemble du système des Nations Unies, y compris au moyen de conseils et d'un appui techniques et du renforcement des capacités, et de faire rapport sur ces activités.

29. Dans le rapport, le Secrétaire général a conclu que durant sa troisième année de mise en œuvre, le Plan d'action a continué de favoriser la réalisation de progrès et d'améliorer l'action menée par les organismes des Nations Unies en matière de transversalisation de la problématique hommes-femmes. Le rapport a établi que des progrès avaient été enregistrés pour 14 des 15 indicateurs de résultats, dont des avancées notables dans les domaines de la planification stratégique, du suivi et de l'établissement de rapports, du renforcement des capacités, de la création et de la communication de connaissances et des politiques relatives à la problématique hommes-femmes. Au total, 38 entités ayant communiqué des données ont respecté ou dépassé en 2014 les normes portant sur les politiques relatives à la problématique hommes-femmes, contre 29 entités seulement en 2013 et 22 en 2012. Neuf autres entités se sont engagées à élaborer de telles politiques en 2015, ce qui serait un résultat notable vu que ces politiques sont un moteur clef pour le changement institutionnel. De solides politiques en faveur de l'égalité des sexes, qui servent de cadres pour l'application par une entité en son sein de la stratégie relative à la transversalisation de la problématique hommes-femmes, sont essentielles pour améliorer les résultats. Les politiques en faveur de l'égalité des sexes qui ont été élaborées à la suite de l'adoption du Plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes se sont développées au niveau de leur teneur et de leur portée pour couvrir les six domaines du plan d'action pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes adopté en 2006 par le Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination : responsabilisation, gestion axée sur les résultats en faveur de l'égalité des sexes, contrôle au moyen du suivi, de l'évaluation et de la présentation de rapports, ressources humaines et financières, développement des capacités, cohérence, coordination, et gestion des connaissances et de l'information.

30. Dans le rapport sont également mentionnés des domaines dans lesquels de nouvelles améliorations sont nécessaires et où il convient d'étendre l'application de stratégies qui ont fait leurs preuves en faveur de la transversalisation de la problématique hommes-femmes, notamment la programmation conjointe, des investissements solides et suffisants dans des programmes tant ciblés que généraux et des mécanismes de responsabilisation visant à garantir l'application des directives sur l'égalité des sexes.

31. ONU-Femmes a fourni un appui technique aux États Membres lors de la négociation de la résolution 2015/12 du Conseil économique et social sur la transversalisation de la problématique hommes-femmes dans l'ensemble des politiques et programmes du système des Nations Unies. Le Conseil s'est félicité des activités qu'ONU-Femmes a continué d'entreprendre pour assurer une transversalisation de la problématique hommes-femmes plus cohérente dans l'ensemble du système des Nations Unies et a reconnu qu'il était important de renforcer les capacités dont dispose ONU-Femmes pour s'acquitter de ses fonctions. Dans sa résolution, le Conseil a demandé instamment au système des Nations Unies d'appliquer pleinement le Plan d'action et de transversaliser la problématique hommes-femmes dans l'ensemble des politiques et programmes de l'Organisation des Nations Unies, notamment en augmentant les ressources allouées à cette entreprise dans la mesure qu'exigent les objectifs d'égalité des sexes, conformément à toutes les résolutions de l'Organisation sur la question.

32. Au Forum de la jeunesse du Conseil économique et social de 2015, ONU-Femmes a apporté des contributions de fond sur la participation de la jeunesse au

passage des objectifs du Millénaire pour le développement aux objectifs de développement durable. ONU-Femmes a organisé une table ronde sur le thème « Égalité des sexes et la jeunesse : 20 ans depuis le Programme d'action de Beijing et vers un cadre de développement pour l'après-2015 », à laquelle ont participé quatre défenseurs de la jeunesse d'organisations populaires qui ont fait des recommandations pratiques dans la perspective de l'épanouissement des jeunes. En coopération avec le Réseau interinstitutions des Nations Unies pour l'épanouissement des jeunes, ONU-Femmes a créé le premier groupe de travail sur la jeunesse et l'égalité des sexes, qui a pour objet de renforcer les liens entre le Programme d'action de Beijing et le Programme d'action mondial pour la jeunesse à l'horizon 2000 et au-delà.

33. En qualité de coprésident du Groupe de référence sur la problématique hommes-femmes et l'action humanitaire du Comité permanent interorganisations, ONU-Femmes a organisé une manifestation parallèle au débat humanitaire du Conseil économique et social à Genève. Les orateurs ont mis l'accent sur le rôle des femmes et des filles touchées par une crise dans l'élaboration d'interventions humanitaires efficaces, inclusives et coordonnées.

34. Au cours du Forum politique de haut niveau pour le développement durable, ONU-Femmes a participé en tant qu'intervenant principal, à une réunion-débat sur l'avenir du Forum. ONU-Femmes a fait valoir que l'égalité des sexes, l'autonomisation des femmes et des filles et leur plein exercice de leurs droits fondamentaux étaient essentiels pour la réalisation du développement durable et l'édification de sociétés pacifiques, justes et égalitaires. À cette fin, il fallait que le suivi et l'examen aux niveaux mondial, régional et national, ainsi que les examens thématiques harmonisent les engagements en matière d'égalité des sexes avec le Programme d'action de Beijing et la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.

II. Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes au moyen de processus normatifs internationaux thématiques et autres

35. ONU-Femmes a continué à accroître sa participation et ses activités de sensibilisation au sein de divers mécanismes intergouvernementaux. L'Entité a fourni des données probantes, des exemples de bonnes pratiques et des stratégies visant à intégrer la problématique hommes-femmes dans les débats et travaux de ces mécanismes, et a fait office d'organisateur de réunions pour les parties prenantes afin de faciliter l'échange de vues. Ces efforts se sont traduits par d'importants progrès en faveur de l'égalité des sexes, de l'autonomisation des femmes et des filles et de la réalisation de leurs droits fondamentaux dans le cadre normatif et ont renforcé la base pour l'application au niveau des pays.

A. Financement du développement

36. ONU-Femmes a fait une priorité de son engagement dans les préparatifs de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement. Cet effort s'est appuyé sur l'engagement de longue date de l'Entité en vue de fournir les

éléments probants établissant le rôle clef du financement de la promotion de l'égalité des sexes, qui avait également été confirmé par la Commission de la condition de la femme en 2008. Au niveau mondial, ONU-Femmes a fourni des conseils aux États Membres, sur leur demande, et a élaboré de grandes orientations pour traiter de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes dans chaque domaine d'intervention du document final.

37. ONU-Femmes a participé à des consultations régionales organisées par les commissions régionales de l'ONU. En faisant fond sur les faits et données découlant des expériences régionales sur les manques de financement de la promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes, ONU-Femmes a partagé des orientations recommandées avec les États Membres et d'autres parties prenantes pour examen. Ses bureaux de pays sont allés au-devant des partenaires nationaux et ont cherché à obtenir l'appui des ministères des Finances et des Affaires étrangères afin qu'un rang de priorité élevé soit accordé au financement de la promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes.

38. Tout au long du processus, ONU-Femmes a plaidé en faveur d'un financement propice au changement pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, étant donné que l'accomplissement de progrès dans la réalisation de l'égalité des sexes a été entravé par un sous-investissement chronique important. Un financement propice au changement passe par des investissements nettement accrus, considérés comme une priorité et durables quant à l'échelle, la portée et la qualité, provenant de toutes les sources possibles à tous les niveaux, en faveur de la transversalisation de la problématique hommes-femmes et d'interventions ciblées dans les secteurs clefs. Le plaidoyer d'ONU-Femmes en faveur d'un financement propice au changement s'est appuyé sur l'engagement pris par les États Membres dans la déclaration politique de la Commission de la condition de la femme d'accroître sensiblement les investissements afin de remédier au manque de ressources, et a été repris et encore renforcé dans Programme de développement durable à l'horizon 2030.

39. ONU-Femmes a mené de nombreuses activités au cours des préparatifs, notamment l'organisation de manifestations parallèles visant à sensibiliser et à présenter des données empiriques et des études de cas, ce qui s'est traduit par des déclarations des États Membres au niveau interrégional à l'appui de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes.

40. Lors de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement qui s'est tenue à Addis-Abeba, ONU-Femmes a organisé trois manifestations parallèles. De concert avec le Groupe de la Banque mondiale, l'Entité a accueilli une manifestation de haut niveau sur les bonnes pratiques de financement de la promotion de l'égalité des sexes à laquelle ont participé le Secrétaire général, le Président du Groupe de la Banque mondiale, le Premier Ministre suédois et le ministre d'État indien des Finances et des représentants de la société civile et du secteur privé. Une deuxième manifestation parallèle a été l'occasion pour les États Membres et les partenaires de partager des exemples de mise en œuvre d'interventions en faveur de l'égalité des sexes allant de lois, de politiques et de programmes à l'affectation et au suivi de ressources. Les participants ont appelé à redoubler d'efforts en matière de budgétisation tenant compte de la problématique hommes-femmes et ont approuvé un plan d'action sur le financement transformateur de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des

femmes, qui a appelé tous les acteurs à appliquer une politique propice au changement et des mesures financières pour accélérer l'application des engagements énoncés dans le Programme d'action de Beijing et de s'acquitter des nouveaux engagements pris dans le contexte du Programme de développement durable à l'horizon 2030. La troisième manifestation parallèle a rassemblé les parties concernées au niveau des gouvernements, du système des Nations Unies et des organisations de la société civile pour discuter de moyens novateurs de financer la promotion de l'égalité des sexes en Afrique.

41. ONU-Femmes a également apporté un appui à l'organisation d'un forum des femmes et un forum des organisations de la société civile dans le cadre de la conférence. Ces forums ont eu pour effet qu'il a été tenu compte des considérations liées à la question de l'égalité des sexes dans les discussions sur l'action à mener et les activités de plaidoyer menées par les organisations de la société civile. La Secrétaire générale adjointe et Directrice exécutive d'ONU-Femmes a prononcé un discours lors du second Forum sur le commerce international, appelant l'attention sur la prise en compte des considérations liées à la question de l'égalité des sexes dans les pratiques commerciales .

42. Le Programme d'action d'Addis-Abeba adopté à la Conférence réaffirme clairement que l'égalité des sexes, l'autonomisation des femmes et des filles et le plein exercice de leurs droits fondamentaux sont essentiels à la réalisation d'une croissance économique et d'un développement durables, ouverts à tous et équitables. Les États Membres ont de nouveau pris l'engagement d'adopter et de consolider des politiques viables, une législation ayant force exécutoire et des mesures novatrices en vue de promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles à tous les niveaux. Le plan d'action comprend également des mesures visant à donner aux femmes les mêmes possibilités que les hommes de participer pleinement à l'économie; à assurer aux femmes un emploi à temps complet et productif et un travail décent; à faciliter l'inclusion financière des femmes, à accroître l'investissement dans des données de haute qualité ventilées par sexe et la promotion d'une budgétisation tenant compte de la problématique hommes-femmes.

43. ONU-Femmes continue de fournir un appui aux États Membres en matière de planification et de budgétisation tenant compte de la problématique hommes-femmes et d'application de plans d'action nationaux qui font une priorité de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes. L'Entité continuera à plaider en faveur de l'allocation à titre prioritaire de ressources accrues au titre de l'aide publique au développement, d'initiatives de financement novatrices et de mécanismes de financement novateurs exclusivement conçus pour les programmes relatifs à l'égalité des sexes. L'Entité continuera également à apporter un appui à l'intégration du financement propice au changement dans l'ensemble des activités du système des Nations Unies, notamment par l'intermédiaire du Groupe des Nations Unies pour le développement et le Réseau interinstitutions pour les femmes et l'égalité des sexes et le système de classement des activités par degré de contribution à la promotion de l'égalité des sexes, notamment dans les contextes du plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement et des équipes de pays des Nations Unies.

B. Développement durable

44. Le 25 septembre 2015, l'Assemblée générale a adopté la résolution 70/1 intitulée « Transformer notre monde : le Programme de développement durable à l'horizon 2030 ». L'aboutissement d'un processus de près de trois ans, le Programme 2030 contient 17 objectifs et 169 cibles de développement durable. Il s'inscrit dans le prolongement des objectifs du Millénaire pour le développement et vise à assurer l'exercice des droits de l'homme et à réaliser l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles. Les objectifs visent à intégrer les trois dimensions du développement durable. L'objectif 5 est de parvenir à l'égalité des sexes et d'autonomiser toutes les femmes et les filles, et des cibles tenant compte de la problématique hommes-femmes sont également fixées pour 11 autres objectifs. Les processus de suivi à tous les niveaux suivront un ensemble de principes, tiendront compte de la problématique hommes-femmes et seront basés sur des données de qualité ventilées par niveau de revenu, sexe, âge et selon d'autres caractéristiques. Au niveau mondial, le forum politique de haut niveau sera chargé des examens, recevant l'appui, entre autres, des commissions techniques du Conseil économique et social.

45. Les cibles fixées au titre de l'objectif 5 appréhendent les principales contraintes structurelles relatives à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes, telles que la discrimination, la violence contre les femmes et les filles, les pratiques néfastes et le fardeau disproportionné que représentent les soins non rémunérés. La participation à la prise de décision et l'accès universel à la santé sexuelle et procréative et les droits de la procréation sont également couverts. Les mesures visant à atteindre ces cibles ainsi que la mise en œuvre de l'ensemble du Programme 2030 sont en mesure de transformer les relations entre hommes et femmes et la vie des femmes et des filles dans tous les pays. Le Programme 2030 s'inscrit dans le prolongement des accords internationaux existants, notamment la Déclaration et le Programme d'action de Beijing et la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. Il projette un monde dans lequel toutes les femmes et les filles peuvent jouir pleinement de l'égalité des sexes et dans lequel tous les obstacles juridiques, sociaux et économiques à l'autonomisation des femmes et des filles ont été éliminés, et dans lequel toutes les formes de discrimination et de violence contre les femmes et les filles doivent être éliminées, y compris y compris avec le soutien actif des hommes et des garçons. Le Programme appelle à accroître les investissements, à renforcer l'appui fourni aux institutions défendant l'égalité des sexes et à intégrer systématiquement la problématique hommes-femmes dans sa mise en œuvre.

46. Comme ONU-Femmes en a précédemment informé la Commission (E/CN.6/2013/2, E/CN.6/2014/2 et E/CN.6/2015/2), l'Entité a participé activement aux préparatifs du programme de développement pour l'après-2015 tout au long des différentes phases. Elle a fourni des contributions techniques conséquentes et une assistance technique aux États Membres, a organisé des manifestations parallèles et des réunions d'information et a travaillé en relation étroite avec le système des Nations Unies au moyen de processus interorganisations tels que l'Équipe spéciale des Nations Unies chargée du programme de développement pour l'après-2015 et l'équipe d'appui technique, ainsi qu'avec des organisations de la société civile pour faire de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes et des filles un élément central du Programme 2030. Nombre de ces manifestations ont non

seulement servi à plaider en faveur de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes et des filles, mais aussi à forger des partenariats et ont contribué à constituer des coalitions de partisans et de champions, et elles ont fourni des données probantes qui ont permis aux États Membres d'obtenir ce résultat remarquable.

47. En tant qu'observateur auprès du Groupe d'experts des Nations Unies et de l'extérieur chargé des indicateurs relatifs aux objectifs de développement durable, ONU-Femmes a contribué à l'élaboration d'indicateurs mondiaux pour le Programme 2030. ONU-Femmes a publié un document intitulé « Monitoring gender equality and the empowerment of women and girls in the 2030 Agenda for Sustainable Development: opportunities and challenges ». Fruit de vastes consultations menées avec les États Membres, des organisations de la société civile et des organisations internationales, celui-ci part d'un ensemble d'indicateurs minimum relatif à l'égalité des sexes approuvés par la Commission statistique de l'ONU. Dans son rapport, ONU-Femmes a proposé des indicateurs nouveaux ou améliorés en vue d'aider à suivre les dimensions liées à la question de l'égalité des sexes au niveau des objectifs de développement durable. L'Entité a appelé également à ventiler par sexe tous les indicateurs pertinents pour l'ensemble des objectifs et des cibles, ainsi que par âge lorsque cela est utile, vu que l'inégalité des sexes est vécue différemment par les femmes et les filles au cours du cycle de vie. Les indicateurs devraient également être ventilés selon les autres caractéristiques socioéconomiques les plus pertinentes, notamment le niveau de revenu/richesses, le lieu, la classe sociale, l'ethnie de façon à mieux faire ressortir les inégalités transversales dans l'ensemble du cadre.

C. Changement climatique

48. Au cours de l'année écoulée, ONU-Femmes a intensifié sa participation aux processus de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. En particulier, elle a suivi de près le Groupe de travail spécial de la plate-forme de Durban pour une action renforcée, a entrepris d'être en contact régulier avec les Parties à la Convention-cadre et a fourni des contributions techniques pour que la problématique hommes-femmes soit intégrée dans l'accord qui découlerait de la vingt et unième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, tenue à Paris du 30 novembre au 12 décembre 2015, y compris la reconnaissance de la participation active des femmes à tous les aspects des mesures relatives au climat et que les politiques et programmes relatifs au climat tiennent compte de cette problématique.

49. ONU-Femmes a apporté des contributions de fond sur les liens entre l'égalité des sexes et la contribution des femmes et l'action pour le climat afin d'apporter un appui au Programme de travail de Lima sur l'égalité des sexes (FCCC/CP/2014/10/Add.3, décision 18/CP.20). Il s'agit notamment des contributions de l'Entité à un atelier, organisé au titre de son mandat, sur les politiques relatives au climat qui favorisent l'égalité des sexes en mettant l'accent sur les mesures d'atténuation et le développement et le transfert de technologies, qui s'est tenu en juin 2015.

50. En faisant fond sur ces travaux et sur le document découlant de l'atelier, en octobre 2015, ONU-Femmes, le Département des affaires économiques et sociales et le secrétariat de la Convention-cadre ont organisé une réunion de groupe d'experts sur la mise en œuvre de politiques et de mesures relatives au climat qui intègrent la problématique hommes-femmes dans le contexte du développement durable. La réunion a produit des recommandations en vue d'aider les Parties à la Convention-cadre, les décideurs et les praticiens à élaborer et mettre en œuvre des politiques et des mesures relatives au climat qui intègrent la problématique hommes-femmes dans le contexte de la vingt et unième session de la Conférence des Parties et dans le cadre plus vaste du Programme 2030. Plus précisément, les recommandations visent à appuyer l'intégration de points de vue tenant compte de la problématique hommes-femmes dans les mécanismes et processus de la Convention-cadre, notamment au niveau de l'élaboration des évaluations des besoins technologiques ainsi que dans l'opérationnalisation des mandats du Fonds vert pour le climat concernant les hommes ou les femmes¹.

51. ONU-Femmes a continué d'offrir un appui au renforcement des capacités en vue de faciliter la participation et l'engagement de défenseurs de l'égalité des sexes et d'experts du climat des pouvoirs publics et de la société civile dans le cadre des réunions et processus relatifs à la Convention-cadre. L'Entité a œuvré d'un point de vue stratégique avec des défenseurs clefs tels que Women and Gender Constituency et la Mary Robinson Foundation – Climate Justice pour que des références à la problématique hommes-femmes soient intégrées dans l'ensemble du projet d'accord examiné par les Parties. Ces efforts ont contribué à l'inclusion de références à la problématique hommes-femmes dans le préambule et la partie énonçant les objectifs, ainsi que dans les sections consacrées à l'adaptation, au financement et au renforcement des capacités dans le texte qui a servi de base aux négociations à la vingt et unième session de la Conférence des Parties.

52. À la vingt et unième session, ONU-Femmes a mené d'intenses activités de sensibilisation auprès des délégations clefs, aux plus hauts niveaux. Malgré cet effort fait par ONU-Femmes et d'autres défenseurs de l'égalité des sexes, la version finale de l'Accord de Paris n'a pas conservé les références à la problématique hommes-femmes dans la partie du texte consacrée aux objectifs ni dans les parties thématiques consacrées au financement et à la mise au point et au transfert de technologies. Dans le préambule, les Parties ont noté l'importance de la promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes pour les Parties, lors de la prise de mesures face aux changements climatiques. Dans l'Accord, les Parties ont également demandé que l'action pour l'adaptation et les activités de renforcement des capacités suivent une démarche sensible à l'égalité des sexes.

53. Dans l'Accord de Paris, les Parties ont reconnu que les décisions existantes adoptées par les Parties à la Convention-cadre demeuraient valables et qu'elles guideraient la mise en œuvre de l'action climatique. Il s'agit notamment de la décision 23/CP.18 de la Conférence sur les moyens de renforcer la participation des femmes dans la représentation des Parties au sein des organes et du Programme de travail de Lima relatif au genre. ONU-Femmes travaillera avec ses partenaires en

¹ Voir le rapport de la réunion du groupe d'experts, accessible à http://www2.unwomen.org/~media/headquarters/attachments/sections/how%20we%20work/intergovsupport/egmreport_bonn_final_25-november-2015.pdf?v=1&d=20151125T232255 (anglais seulement).

vue de continuer à faire fond sur les gains normatifs existants relatifs à la prise en compte de la problématique hommes-femmes dans les politiques et actions climatiques dans tous les domaines thématiques examinés dans le contexte de la Convention-cadre.

54. Reconnaissant la nécessité d'actions sur le terrain visant à concrétiser ces gains normatifs pour le bien des femmes et des filles, ONU-Femmes a lancé deux programmes mondiaux durant la vingt et unième session de la Conférence des Parties, l'un sur l'entrepreneuriat des femmes dans le domaine de l'énergie durable et l'accès des femmes à l'énergie durable, l'autre sur l'autonomisation des femmes au moyen d'une agriculture résiliente face aux changements climatiques. Ces programmes constituent des réponses globales relatives au climat qui contribueront à la réalisation des objectifs de développement durable relatifs à l'élimination de la pauvreté, à la santé, à l'égalité des sexes, à l'énergie, à la croissance économique et à une consommation et les modes de consommation et de production durables.

D. Information et technologie

55. ONU-Femmes a fourni des contributions de fond aux États Membres durant la Consultation ouverte sur l'examen d'ensemble de la mise en œuvre des conclusions du Sommet mondial sur la société de l'information, qui s'est achevée par une réunion de haut niveau de l'Assemblée générale tenue les 15 et 16 décembre 2015. Les apports techniques, dont le document final rend compte, ont été axés sur l'application et le suivi améliorés des engagements pris en faveur de l'égalité des sexes, les mesures prises pour combattre la cyberviolence contre les femmes, l'amélioration de la qualité de la participation des femmes à la société de l'information, y compris leur pleine participation aux processus de prise de décisions relatives aux TIC, et l'accès accru au développement et à l'utilisation des technologies. ONU-Femmes a été un des organisateurs des manifestations parallèles lors du Forum annuel de suivi du Sommet mondial sur la société de l'information qui s'est tenu à Genève et la réunion de haut niveau, établissant un lien entre le Sommet mondial et la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et du Programme d'action de Beijing.

56. ONU-Femmes coprécide avec le Programme des Nations Unies pour le développement le Groupe de travail sur l'égalité des sexes de la Commission du haut débit au service du développement numérique, qui a produit un document d'analyse intitulé « Cyber Violence against Women and Girls: A World-wide wake-up call » (La cyberviolence contre les femmes et les filles : appel à une prise de conscience à l'échelle mondiale). Les prix « Gender Equality Mainstreaming Technology Awards », qui sont coparrainés par ONU-Femmes et l'Union internationale des télécommunications, constituent une plateforme pour la promotion de la participation significative des femmes dans les TIC et de leur rôle comme décideurs et producteurs dans les secteurs des TIC.

E. Droits de l'homme

57. En coordination avec le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, ONU-Femmes a continué d'apporter un appui à la mise en œuvre dans toutes les régions de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de

discrimination à l'égard des femmes et a notamment facilité le renforcement des capacités et la sensibilisation de fonctionnaires, de militants de l'égalité des sexes et d'autres parties prenantes à la Convention et aux droits fondamentaux des femmes. Elle a aidé les États parties à établir les rapports à présenter au titre de la Convention et à se préparer au dialogue constructif à mener avec le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes et a également apporté un appui lors de l'élaboration de rapports indépendants par les organisations de la société civile et dans le cadre de la présentation de rapports au Comité par les équipes de pays des Nations Unies. Dans le cadre de son programme de travail, l'Entité a continué d'étendre son appui afin de donner suite aux observations finales du Comité, en transposant les recommandations du Comité dans les lois, politiques et programmes nationaux et en adoptant des mesures visant à réformer les dispositions législatives et les politiques.

58. ONU-Femmes a continué d'apporter un appui au Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes aux fins de l'élaboration de recommandations générales, y compris la poursuite des travaux sur l'accès à la justice et les femmes rurales. ONU-Femmes a publié un guide (en anglais) sur la recommandation générale no 30 du Comité sur les femmes dans la prévention des conflits, les conflits et les situations d'après conflit (CEDAW/C/GC/30) et les résolutions du Conseil de sécurité sur les femmes et la paix et la sécurité. Le guide fournit des conseils pratiques sur les moyens d'utiliser ces cadres de façon à ce qu'ils se renforcent mutuellement dans la mise en œuvre au niveau national.

59. L'Entité a contribué à l'examen périodique universel du Conseil des droits de l'homme, notamment en apportant un appui à l'élaboration des rapports des États Membres, en apportant une contribution aux rapports des équipes de pays des Nations Unies et en appuyant l'application des recommandations. L'Entité a continué sa collaboration avec d'autres mécanismes du Conseil, notamment le Groupe de travail chargé de la question de la discrimination à l'égard des femmes, dans la législation et dans la pratique; la Rapporteuse spéciale sur les droits des peuples autochtones; la Rapporteuse spéciale sur la violence contre les femmes, ses causes et ses conséquences; la Rapporteuse spéciale sur les droits des personnes handicapées. ONU-Femmes a continué de faire en sorte que toutes les commissions d'enquête établies par le Conseil, et de plus en plus toutes les missions d'établissement des faits instituées par le Conseil, disposent des compétences spécialisées sur l'égalité des sexes dont elles ont besoin pour s'acquitter de leur mandat. En 2015, l'Entité a pour cela procuré des enquêteurs sur les crimes sexuels et sexistes à la Commission d'enquête sur les droits de l'homme en Érythrée, la Commission d'enquête indépendante sur le conflit de Gaza de 2014 et la Commission d'enquête internationale sur la République arabe syrienne, ainsi qu'aux missions d'établissement des faits en Iraq, en Libye et au Soudan du Sud, ainsi que sur les violations et atteintes commises par Boko Haram.

60. Reconnaissant que les femmes et les filles handicapées sont souvent exposées à de multiples formes de discrimination, ONU-Femmes a appuyé des initiatives visant à accroître l'attention accordée à la situation des femmes et des filles handicapées dans le cadre de la mise en œuvre de la Convention relative aux droits des personnes handicapées. ONU-Femmes a pris la parole devant le Comité des droits des personnes handicapées et a contribué à son débat d'une observation générale sur l'Article 6 de la Convention concernant les femmes handicapées. Cet appui fourni aux activités normatives a également étendu les activités

opérationnelles de l'Entité. Ainsi, en juin 2015, le bureau de pays d'ONU-Femmes en Géorgie a prêté un appui à une formation sur les aspects touchant à la problématique hommes-femmes dans la Convention relative aux droits de l'enfant, la Convention relative aux droits des personnes handicapées et la Déclaration sur les droits des personnes appartenant à des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques et dans leur mise en œuvre. De plus, l'Entité s'est associée au fonds d'affectation spéciale du Partenariat des Nations Unies pour la promotion des droits des personnes handicapées.

F. Programme pour les villes

61. Dans le cadre des préparatifs de la troisième Conférence des Nations Unies sur le logement et le développement urbain durable (Habitat III), qui doit se tenir à Quito en octobre 2016, ONU-Femmes a continué d'œuvrer pour que le document final de la Conférence appuie de façon stratégique une mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 qui prenne en compte la problématique hommes-femmes en utilisant les établissements humains et l'urbanisation comme moteurs du changement. Pour cela, ONU-Femmes a contribué à la deuxième session du Comité préparatoire. Elle a également participé à l'Équipe spéciale interorganisations et à l'établissement des documents de réflexion en vue de faire en sorte que l'analyse de la problématique hommes-femmes éclaire les différentes questions abordées lors de la Conférence.

62. Vu le rôle important que joue le niveau local dans la mise en œuvre du Programme 2030, ONU-Femmes plaide en faveur de cadres juridiques adéquats, les capacités institutionnelles et financières des collectivités locales et la direction et la prise en main au niveau local, ainsi que d'une participation et d'un engagement actifs des organisations locales et de base de la société civile à ces processus. L'Entité s'emploie à ce qu'Habitat III établisse une nouvelle référence pour l'élimination des inégalités et de la discrimination persistantes dont sont victimes les femmes et les filles et qui perdurent dans de nombreuses villes dans toutes les régions.

63. ONU-Femmes a participé activement à la troisième Conférence mondiale des Nations Unies sur la réduction des risques de catastrophe, qui s'est tenue à Sendai (Japon) en mars 2015. L'Entité a joué un rôle de premier plan en vue d'élaborer une position commune des Nations Unies sur l'intégration d'un point de vue tenant compte de la problématique hommes-femmes dans le document final de la Conférence et a mis des compétences techniques spécialisées à la disposition des États Membres. Durant la Conférence, ONU-Femmes a apporté des contributions de fond, notamment au moyen du dialogue multipartite sur la participation des femmes aux postes de responsabilité, et a fourni des apports techniques au processus de négociation.

64. Le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe (2015-2030) (résolution 69/283 de l'Assemblée générale) prévoit expressément la prise en compte de la problématique hommes-femmes, notamment au niveau de toutes les politiques et pratiques pertinentes en matière de réduction des risques de catastrophe. Le Cadre comprend des appels en faveur de la promotion de la représentation des femmes aux postes de responsabilité et l'utilisation de données ventilées par sexe et par âge pour la planification des risques et la prise de

décisions. L'ONU a été priée de réviser le Plan d'action des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophe aux fins du renforcement de la résilience et de fournir des conseils techniques sur la mise en œuvre du Cadre. Sur la base de ces mandats, ONU-Femmes continuera d'intégrer la prise en compte de la problématique hommes-femmes dans les activités du système des Nations Unies dans les domaines de la réduction des risques de catastrophe et de la résilience.

H. Affaires humanitaires

65. Dans le cadre des préparatifs du premier Sommet mondial sur l'action humanitaire, qui doit se tenir à Istanbul (Turquie) en mai 2016, ONU-Femmes a apporté un appui aux États-Membres et aux autres parties prenantes afin de jeter les grandes lignes d'un programme humanitaire tenant pleinement compte de la problématique hommes-femmes et les besoins des femmes et des filles. Afin de promouvoir des liens renforcés entre l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et les interventions humanitaires, ONU-Femmes a détaché un spécialiste de la problématique hommes-femmes et des questions humanitaires au secrétariat du Sommet.

66. La contribution d'ONU-Femmes au processus a compris un atelier, organisé en coopération avec CARE International, en marge de la cinquante-neuvième session de la Commission de la condition de la femme. L'Entité a mis particulièrement l'accent sur les moyens de faire progresser la mise en œuvre des engagements existants relatifs à l'égalité des sexes, à l'autonomisation des femmes et aux droits fondamentaux des femmes dans les interventions humanitaires. L'Entité a fourni des contributions de fonds et financières à un certain nombre de consultations nationales et régionales, notamment au Chili et au Guatemala, ainsi qu'en Asie et dans le Pacifique, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord et en Asie du Sud et centrale. En collaboration avec le Bureau de la coordination des affaires humanitaires et le Fonds des Nations Unies pour la population, ONU-Femmes a organisé des sessions de groupe de travail avec la société civile et des experts de l'égalité des sexes en vue d'élaborer des messages de sensibilisation reflétant les vues et l'expérience de femmes et de filles dans des contextes humanitaires dans des lieux particuliers. ONU-Femme a également apporté une contribution aux consultations thématiques du Sommet, lors desquelles les exposés de position thématiques ont été rédigés. En tant que membre du Groupe de travail thématique sur l'autonomisation des femmes et l'égalité des sexes, un rassemblement multipartite de spécialistes de l'égalité des sexes, ONU-Femmes s'est efforcé de faire en sorte que les préparatifs du Sommet tiennent compte des besoins et des droits des populations touchées par la crise. Ces consultations thématiques ont permis à ONU-Femmes de mobiliser un appui important aux fins de la participation et leadership des femmes.

67. La consultation mondiale pour le Sommet, qui s'est tenue à Genève en octobre 2015, a fait la synthèse des consultations régionales et thématiques. Le rapport de synthèse² comprend une section qui décrit comment faire en sorte que les interventions humanitaires soient bénéfiques pour les femmes et les filles et exhorte

² Accessible à <https://www.worldhumanitariansummit.org/bitcache/32aeda5fe90ceba891060ad51d0bd823da273cf9?vid=555986&disposition=inline&op=view> (en anglais). Résumé analytique en français accessible à <https://www.worldhumanitariansummit.org/bitcache/e926f6285b3abc578fe83c5847e6b975a09917ce?vid=556986&disposition=inline&op=view>.

les acteurs à utiliser une démarche axée sur les droits fondamentaux pour traiter des besoins particuliers des femmes et des filles de tous âges, en renforçant le respect des politiques relatives à l'égalité des sexes, en ayant des programmes de financement qui reflètent un solide engagement en faveur des femmes et des filles, en améliorant les mesures de responsabilisation et en assurant la sécurité des femmes et des filles.

68. Alors que le nombre des réfugiés et des personnes déplacées atteint des niveaux sans précédent, ONU-Femmes défendra les questions touchant à la problématique hommes-femmes, l'Entité assumant la présidence du Groupe mondial sur la migration en 2016.

IV. Appui d'ONU-Femmes à la mise en œuvre des orientations générales

69. ONU-Femmes a renforcé encore les liens existants entre son siège et ses bureaux extérieurs à l'appui de la mise en œuvre du cadre mondial sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles. Ainsi, l'Entité a apporté son appui à la mise en œuvre des conclusions concertées de la Commission de la condition de la femme.

70. Les conclusions concertées sur les résultats obtenus et les difficultés rencontrées dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement en faveur des femmes et des filles demeurent le seul document intergouvernemental qui évalue la situation des femmes et des filles à l'égard de chacun de ces objectifs. Les conclusions ont établi un mandat intergouvernemental et constitué un outil important pour les activités de plaidoyer menées par ONU-Femmes en faveur de l'établissement d'un objectif spécifique sur l'égalité des sexes et l'émancipation des femmes et des filles et de la prise en compte de la problématique hommes-femmes dans tous les autres objectifs du programme de développement pour l'après-2015.

71. Il est demandé dans les conclusions concertées que des mesures soient prises afin de progresser dans la réalisation des cinq objectifs suivants : a) assurer le plein exercice de tous les droits humains des femmes et des filles; b) créer des conditions plus propices à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes; c) optimiser l'investissement dans l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes; d) enrichir la base de données factuelles sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes; e) assurer la participation des femmes et l'accès de ces dernières aux postes de responsabilité, à tous les niveaux, et renforcer le principe de responsabilité. Au niveau des régions et des pays, ONU-Femmes a aidé les gouvernements à appliquer les conclusions concertées aux fins de la réalisation des cinq objectifs.

72. ONU-Femmes a fourni une assistance technique à la commission présidentielle sur les droits de l'homme au Guatemala à l'appui de son rôle de suivi et d'élaboration des rapports sur les droits des femmes au moyen de sessions de formation spécialisées destinées aux agents des administrations en vue de promouvoir le respect des engagements internationaux et l'exercice des droits fondamentaux des femmes. En coopération avec le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, ONU-Femmes a prêté un appui au Gouvernement guatémaltèque dans le cadre de la préparation initiale de ses huitième et neuvième

rapports périodiques au titre de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.

73. Afin de rendre les environnements plus propices, ONU-Femmes a apporté un appui à plusieurs gouvernements en vue d'intégrer une perspective favorable à l'égalité des sexes dans les politiques et programmes de développement nationaux. Alors que le Bangladesh commençait à élaborer son septième plan de développement quinquennal, ONU-Femmes a contribué une note d'information technique sur l'égalité des sexes et a fourni des apports aux sections relatives à cette question dans 13 autres notes d'information techniques.

74. ONU-Femmes s'est servi des conclusions concertées comme d'un instrument de plaidoyer en vue de promouvoir l'intégration d'une perspective favorable à l'égalité des sexes dans les politiques et programmes nationaux. En Ouzbékistan, ONU-Femmes et le comité national des femmes ont organisé des consultations avec des représentants du Gouvernement et d'autres parties prenantes durant l'élaboration du deuxième rapport national sur les objectifs du Millénaire pour le développement. Les consultations ont servi à mieux faire comprendre aux ministères et aux autres parties prenantes les accords intergouvernementaux existants dans les domaines de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes et les liens entre ces accords et les objectifs du Millénaire pour le développement.

75. En Jordanie, ONU-Femmes a établi un cadre de partenariat avec le Ministère du développement social et le Ministère du travail en vue d'examiner le cadre politique en faveur de l'autonomisation des femmes. Ce partenariat a été complété par le renforcement des capacités institutionnelles des organisations de la société civile en vue de dispenser des formations professionnelles, d'assurer du tutorat et de suivre les portefeuilles de prêts au titre du microcrédit renouvelable dans les régions pauvres.

76. Afin de maximiser les investissements effectués dans l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, ONU-Femmes a prêté un appui au Gouvernement tanzanien à mettre en œuvre une budgétisation tenant compte de la problématique hommes-femmes dans les programmes et activités gouvernementales. ONU-Femmes a apporté un appui à la création d'un profil national de l'égalité des sexes qui offre des données factuelles pour formuler des recommandations applicables clefs aux fins de la planification et de la budgétisation.

77. En vue de renforcer les données factuelles sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, le bureau régional d'ONU-Femmes pour l'Asie et le Pacifique a fait un exposé sur les conclusions concertées devant le groupe de travail thématique des statistiques de l'égalité des sexes du Mécanisme de coordination régionale, qui a ensuite servi de base à l'adoption d'un ensemble d'indicateurs de l'égalité des sexes au niveau régional à la réunion de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique sur la statistique en mars 2015. Ces indicateurs constituent à présent un fondement normatif pour la collecte de statistiques sur l'égalité des sexes par les offices nationaux de statistique dans la région Asie-Pacifique.

78. Afin d'assurer la participation des femmes et leur accès aux postes de responsabilité, à tous les niveaux, et de renforcer le principe de responsabilité, le bureau de pays d'ONU-Femmes en République démocratique du Congo a établi un groupe de travail avec des défenseurs de l'égalité des sexes. Le groupe de travail a permis aux parties prenantes d'élaborer une stratégie sur les moyens d'accroître la représentation des femmes aux postes de prise de décisions au niveau des pouvoirs publics et a abouti à une stratégie relative à l'égalité des sexes pour la commission électorale nationale indépendante et à un plan national d'action pour la participation politique des femmes.

79. Au Burundi, ONU-Femmes a apporté un appui à un projet visant à accroître la participation et le rôle de dirigeantes des femmes du groupe autochtone des Batwas et a organisé des sessions de formation avec les représentants de 25 partis politiques qui se sont engagés à encourager les femmes batwas à se présenter aux prochaines élections. Les activités d'ONU-Femmes étaient particulièrement opportunes car en vertu du code électoral amendé, les femmes batwas doivent être représentées dans les organes locaux de prise de décisions.

V. Conclusions

80. Sur le plan normatif, d'importantes avancées en faveur de l'égalité des sexes, de l'autonomisation des femmes et des droits fondamentaux des femmes et des filles ont été réalisées en 2015 au moyen de manifestations de haut niveau et à l'Assemblée générale, au Conseil de sécurité et à la Commission de la condition de la femme. ONU-Femmes a aidé les États Membres à faire en sorte que la question de l'égalité des sexes soit au centre du cadre normatif mondial et que ce cadre soit approfondi et élargi au moyen du renforcement de la base de données factuelles et de connaissances, d'activités de plaidoyer, d'information et de sensibilisation, de la mise en place de partenariats, de la constitution de coalitions et en servant d'organisme pivot pour les parties prenantes en vue de promouvoir les cadres normatifs. La présence de l'Entité aux niveaux régional et des pays lui ont permis de mieux soutenir la mise en œuvre des engagements en faveur de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes à l'échelle nationale.

81. L'année 2015 étant décisive, ONU-Femmes a mis l'accent sur la fourniture d'un appui aux activités normatives des États Membres dans le contexte de l'examen et de l'évaluation de la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing et des processus intergouvernementaux sur les femmes et la paix et la sécurité, la réduction des risques de catastrophe, le financement du développement, le développement durable et le changement climatique. L'Entité a fait que de nouveaux sommets ont été atteints en matière de prise d'engagements en faveur de la réalisation de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes et des filles d'ici à 2030 aux plus hauts niveaux politiques.

82. En 2016, ONU-Femmes continuera d'apporter un appui aux États Membres, étant donné que les indicateurs mondiaux du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et des mécanismes de suivi et d'examen seront choisis dans le contexte de la Commission de statistique et du Forum politique de haut niveau sur le développement durable. L'Entité fournira un appui aux activités ayant trait au Sommet mondial sur l'action humanitaire et Habitat III et elle continuera de participer aux processus de suivi relatifs au Programme 2030, au Programme

d'action d'Addis-Abeba et à l'examen à mi-parcours du Programme d'action d'Istanbul en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2011-2020. Une large place continuera d'être accordée à tous les processus ayant trait au climat, notamment en participant aux activités liées à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et, en particulier, au suivi de l'Accord de Paris.
